

CLUB CONVAINCRE DU RHONE

**Forum du Club Convaincre
du lundi 14 Septembre 2026
animé par Dominique Bolliet**

La présidentielle de 2027, enjeux, visions et stratégies

Les enjeux de la prochaine présidentielle n'ont jamais été aussi importants: habitabilité de la planète, paix en Europe et dans le monde, régulation du numérique et de l'IA, cohésion sociale, pérennité de l'Etat de droit et de sa forme républicaine. Parviendrons-nous à faire émerger les acteurs et les projets à la hauteur de ces enjeux, dans le cadre d'une stratégie de rassemblement républicain efficace face aux ennemis de la République?

1 - Les enjeux

1-1 - Les enjeux planétaires

- **Ecologiques** : habitabilité de la planète, climat et biodiversité
- **Géopolitiques** : paix en Europe et dans le monde, non-fiabilité des Etats-Unis, Chine, Moyen-Orient, Afrique, migrations, défense
- **Positionnement de l'UE (discours sur l'union à venir)**
 - Habitabilité de la planète
 - Régulation du numérique et de l'IA
 - Géopolitique
 - Défense
 - Préférence communautaire (rapport Draghi, 30% des recommandations du rapport Draghi mises en œuvre selon l'Institut Montaigne) + marché unique véritablement intégré et politique industrielle coordonnée
 - Investissement (1200 Mds d'€ par an plutôt que 800, selon Draghi en mai 2026)

- Budget : pour concilier les politiques traditionnelles et les nouvelles priorités (défense, sécurité, IA, quantique, semi-conducteurs), les Vingt-Sept se sont mis d'accord pour créer de nouvelles « ressources propres », lors du sommet du 19 juin sur le budget européen pour la période 2028-2034

1-2 - Les enjeux internes à la France

1-2-1 - Les enjeux économiques

Croissance : la France décroche

- L'Insee ne table plus que sur une hausse de 0,4 % du PIB dans l'Hexagone sur l'ensemble de l'année.
- L'économie tricolore fait figure d'exception dans la zone euro, où l'activité va croître trois fois plus vite.
- Ce coup de frein rend encore plus difficiles les efforts de Bercy pour contenir le déficit budgétaire.

Budget 2027 : le gouvernement face à une équation presque impossible

Le Premier ministre prend ses derniers arbitrages sur le budget 2027 dans un contexte économique et financier tendu. Trois ministres sont mandatés pour mener une consultation parlementaire expresse sur la contribution des retraités à l'effort budgétaire. Un dossier explosif.

Un piège est en train de se refermer sur le pays. La France doit investir davantage pour retrouver de la croissance, tout en réduisant simultanément un déficit public qui rogne ses marges de manœuvre. Ces deux impératifs se neutralisent l'un l'autre et le débat budgétaire à venir en portera toute la tension.

Le calendrier politique ne fait que compliquer cette équation. A l'impasse budgétaire qui s'annonce s'ajoute l'élection présidentielle de 2027. La campagne risque d'accentuer la logique à l'œuvre depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, en juin 2024 : chaque économie budgétaire devient un sujet électoral, chaque tentative de réforme se transforme en risque politique, chaque effort réclamé menace de se traduire par une sanction dans les urnes. Dans les prochains mois, la France semble condamnée à l'immobilisme. Or, les problèmes auxquels le pays est confronté réclament précisément l'inverse : prendre des initiatives et faire des choix, dont les

effets se mesureront bien au-delà du quinquennat. Un cercle vicieux se dessine : la faiblesse de la croissance réduit encore les marges de manœuvre, l'incertitude freine l'investissement, et l'approche de la présidentielle rend les décisions difficiles.

La France est en train de s'enfermer dans le court terme au moment où son économie a, au contraire, besoin de préparer l'avenir.

1-2-2 - Les enjeux sociaux et démographiques

Consentement à l'impôt et équité intergénérationnelle

La question est de savoir si la France ne va pas s'offrir le luxe de cumuler cet automne une crise sociale et un embryon de crise financière.

Le principal ressort de ces crises, la conjonction d'un endettement devenu endémique et d'une répartition de la charge ressentie comme arbitraire, qui détache le contribuable du régime qui le gouverne.

Depuis 2024, la proposition de « taxe Zucman » (impôt minimum de 2 % sur les patrimoines supérieurs à 100 M€) entend restaurer une égalité devant l'impôt dévoyée par l'optimisation via les holdings patrimoniales. Elle s'appuie sur l'observation d'inégalités fiscales croissantes entre les foyers modestes et les plus fortunés. Dans la loi de finances pour 2026, le gouvernement lui a préféré une version plus limitée, relançant le débat sur l'équité de l'assiette, autrement dit sur la légitimité de la règle fiscale en contexte de tensions budgétaires. Or, dans un régime démocratique, l'équité perçue de la fiscalité est une condition du consentement à l'ajustement budgétaire. Un système dont la complexité sert les mieux dotés finit par délégitimer l'autorité qui le maintient, et provoque une colère d'abord sourde, avant de se traduire dans la rue ou dans les urnes par un vote sanction.

Je laisse de côté l'enjeu de l'immigration déjà traité en profondeur.

1-2-3 - Les enjeux politiques

L'offensive de l'extrême-droite met en péril la pérennité de l'Etat de droit et de sa forme républicaine.

Pour la France le choc Pisa renforce le « déclinisme français ». Les mauvais résultats des élèves français dans l'enquête menée par l'OCDE relancent les débats sur l'avenir du pays.

Si ce thème revient à chaque présidentielle, il s'est accentué au vu de la situation politique depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en 2024.

Rarement en effet, ce récit autour d'un pays en perte de vitesse n'aura trouvé un terrain politique aussi favorable qu'aujourd'hui, où les motifs d'inquiétude s'accumulent chez les Français.

Les résultats de l'enquête annuelle « Fractures françaises » - réalisée par Ipsos pour *Le Monde*, le Centre de recherches politiques de Sciences Po, la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne - confortent cette impression. Menée en octobre 2025 auprès de 3 000 personnes, elle fait apparaître une nouvelle progression du sentiment de déclinisme, qui atteint un niveau record depuis le lancement de l'enquête en 2013. **Neuf personnes interrogées sur dix considèrent désormais que la France est en déclin.**

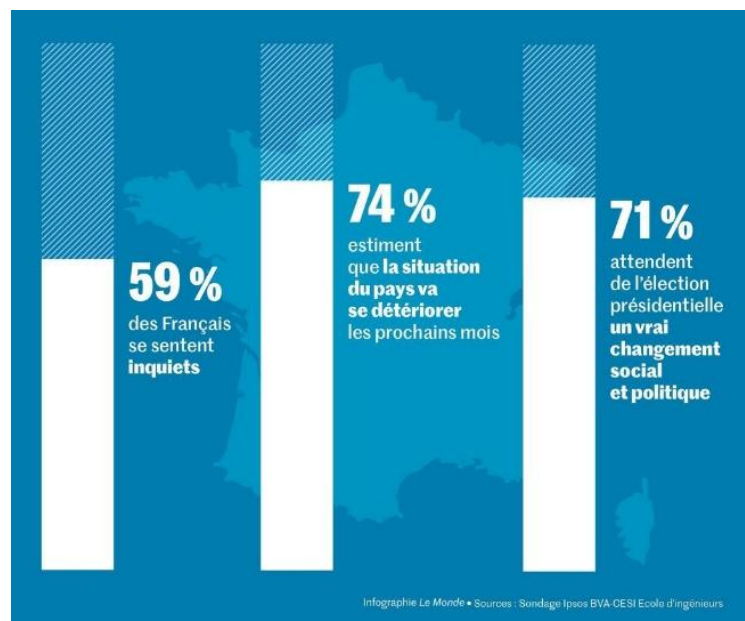
Le déclin français est-il pour autant une fatalité ? L'enquête « Fractures françaises », toujours, invite à nuancer ce constat. Si le sentiment de déclinisme n'a jamais été aussi haut, les Français sont de plus en plus nombreux à considérer que cette évolution n'est pas irréversible ; **58 % des sondés estimaient ainsi que ce déclin pouvait encore être enrayer. C'est cinq points de plus qu'en 2024 et dix de plus qu'en 2023.** La situation actuelle n'est pas rose, mais elle laisse encore un peu de place à l'optimisme.

2 - La perception de ces enjeux par les Français

J'ai rebâti mon document préparatoire pour tenir compte de l'enquête électorale française réalisée du 3 au 9 septembre pour *Le Monde* par Ipsos-BVA CESI Ecole d'ingénieurs, en partenariat avec le Centre de recherches politique de Sciences Po (Cevipof), la fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne. Réalisée auprès d'un large échantillon de 13 060 personnes inscrites sur les listes électorales, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, cette enquête est la première à tester des intentions de vote, après une édition précédente conduite au sortir des élections municipales de mars.

2 . 1 L'enquête du Monde du 15 septembre : Des électeurs inquiets et en colère avant 2027

- Dans un paysage politique très polarisé, les électeurs se disent **intéressés par le scrutin**, mais aussi très **pessimistes** quant à la situation de la France
- Ils placent les **questions économiques** au premier rang de leurs préoccupations, devant les questions sociales, environnementales et identitaires.
- Marine Le Pen, la candidate du RN, est créditée d'au moins un tiers des intentions de vote dans toutes les configurations testées.
- Si Jean-Luc Mélenchon solidifie lui aussi sa base électorale, le jeu reste très ouvert pour les autres candidats.



2 . 2 L'édito du Monde

« Le pays est traversé par un désir de changement profond.

Les personnes interrogées - un panel de plus de 13 000 personnes, qui permet l'analyse la plus fine possible - expriment une « *inquiétude* » très forte, tout comme de l'« *incertitude* » et de la « *colère* ». C'est aussi une France pessimiste qui se dessine. Les trois quarts des sondés pensent ainsi que la situation française va se détériorer dans les mois à venir, près de 30 points de plus qu'il y a cinq ans. Une tendance profonde qui s'explique en grande partie par une économie française menacée de récession, où le pouvoir d'achat recule, comme l'a montré la note de conjoncture de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), publiée jeudi 10 septembre.

Face à cela, la demande de rupture est forte : un peu moins de la moitié des personnes interrogées estime qu'il n'y a pas assez de « *comportements radicaux pour trouver de nouvelles voies pour faire avancer les choses* », et une majorité veut réformer la société en profondeur. »

« Mais cette demande de radicalité ne préjuge en rien du résultat du scrutin présidentiel. L'étude électorale montre, en effet, une France ambivalente, qui attend de la prochaine présidentielle un changement fort, mais sans tout sacrifier. Une envie, en somme, de « *renverser la table, mais sans casser la vaisselle* », comme le résume de manière imagée Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos ».

« A sept mois de l'élection, les sondés font une analyse lucide de la situation que traverse le pays. Leurs préoccupations sont d'abord économiques et financières, sociales. C'est dans ces domaines que les choses doivent, selon eux, changer au plus vite. Les enjeux sont identifiés : réduire le déficit budgétaire de l'Etat, mais aussi la dette publique, les dépenses de l'Etat. Les personnes interrogées sont conscientes des efforts à fournir, y compris dans l'électorat de gauche, mais veulent également qu'ils soient mieux répartis. »

« Enfin, l'envie de changement radical a une conséquence : ce début de campagne présidentielle suscite l'intérêt des trois quarts des personnes interrogées, un record. Une large majorité se dit ainsi certaine d'aller voter, bien plus qu'à la même époque en 2021, revenant au niveau de 2016 - le premier tour de la présidentielle de 2017 avait atteint 78,7 % de participation.

2 . 3 Avant 2027, un socle électoral inédit pour le RN

Dans un paysage très polarisé, Marine Le Pen est créditée d'au moins un tiers des intentions de vote

« En matière d'intentions de vote, six scénarios sont soumis aux répondants. Un nombre qui n'épuise pas toutes les configurations, mais nous permet de coller le plus possible à l'état actuel des déclarations de candidatures, de prendre en compte la tenue de la primaire de la gauche socialiste, à partir du 9 octobre, tout en incluant aussi certains candidats probables. »

« Deux options alternent côté socialiste : Raphaël Glucksmann (Place publique) ou Olivier Faure (PS) candidat. A droite et au centre, nous en

mesurons trois : Edouard Philippe seul en lice pour l'ancien bloc macroniste, Gabriel Attal seul en lice, ou bien une situation dans laquelle les deux restent candidats rivaux. A travers tous les scénarios, un fait s'impose, la force de Marine Le Pen, qui jouit à ce stade de 33 % à 35 % des intentions de vote avec une marge d'erreur de 0,9 %.

Le candidat LFI, Jean-Luc Mélenchon, s'impose, plus qu'Edouard Philippe, comme l'autre candidat qui profite d'un socle solide, presque imperméable aux variations de la ligne de départ, y compris à gauche, puisqu'il rassemble entre 15,5 % et 17 % des intentions de vote avec une marge d'erreur de 0,7 %. »

« L'ancien premier ministre Edouard Philippe, candidat d'Horizons, oscille entre 14 % et 21 % des intentions de vote, l'estimation la plus haute dans un scénario sans candidature Attal, et avec celle d'Olivier Faure pour le PS. Si Jean-Luc Mélenchon et Edouard Philippe apparaissent dans des étiages parfois similaires, le « socle » d'Edouard Philippe, que l'on peut estimer dans le scénario qui lui est le plus difficile, avec Glucksmann et Attal en rivaux, est légèrement en deçà de celui de Jean-Luc Mélenchon, tandis que sa borne haute est supérieure au fondateur de LFI. A quelques semaines du premier tour de la primaire socialiste, Raphaël Glucksmann oscille entre 11,5 % et 13,5 % des intentions de vote avec une marge d'erreur de 0,6 %, tandis qu'Olivier Faure, premier secrétaire du PS et candidat déclaré à cette élection, se place bien plus bas dans notre panel, entre 4,5 % et 5,5 % avec une marge d'erreur de 0,4 %.

Quand il est sondé en concurrent d'Edouard Philippe, Gabriel Attal reste cantonné entre 6 % et 7,5 % des intentions de vote - dans des scénarios où il est le seul candidat du centre droit, il grimpe entre 13 % et 15,5 %.

Le candidat du parti Les Républicains, Bruno Retailleau, oscille, lui, entre 7 % et 10,5 % d'intentions de vote avec une marge d'erreur de 0,5 %, tandis qu'Eric Zemmour (Reconquête !) plafonne à 4,5 % avec une marge d'erreur de 0,4 %. A gauche, le communiste Fabien Roussel est testé entre 2,5 % et 3,5 % des intentions de vote, l'écologiste Marine Tondelier entre 4 % et 5,5 % avec respectivement des marges d'erreur de 0,3 % et de 0,4 %.

Les électeurs placent les questions économiques au premier rang de leurs préoccupations, devant les questions sociales, environnementales et identitaires, mais ils restent extrêmement divisés dès qu'il s'agit de dégager des marges de manœuvre budgétaires. Le dossier des retraites reste ainsi particulièrement épineux, et laisse apparaître un profond clivage entre la gauche et la droite... Les sympathisants RN du panel sont partagés, 37 %

souhaitant diminuer l'âge de départ, 39 % le maintenir, 21 % l'augmenter, alors que Marine Le Pen a fait le choix de continuer à défendre le retour à la retraite à 62 ans.

L'ensemble de notre échantillon s'affiche soucieux de la gestion financière du pays, 84 % souhaitent diminuer la dette. Et si Jean-Luc Mélenchon a promis de la « *foutre au feu* », ses sympathisants se montrent des gestionnaires plus consensuels et se prononcent à 71 % pour la diminution de cette dette. En matière budgétaire, près des trois quarts des sondés sont favorables à une baisse des taxes sur les carburants. **Sans surprise, aucune majorité ne se dessine pour augmenter des taxes qui touchent directement les ménages** et 46 % des sondés se prononcent pour relever l'impôt sur les bénéfices des entreprises.

Dans ce paysage où l'extrême droite et la gauche radicale peuvent, à cette heure, se targuer des socles les plus stables, ces deux familles politiques se construisent dans un fort antagonisme, dans lequel **le vote LFI est désormais plus diabolisé que le vote RN**. La moitié des sondés, interrogés sur leur degré d'appréciation pour « *les gens qui votent pour LFI* », déclare « *ne pas les aimer du tout* », une proportion qui s'établit à 35 % à l'égard des électeurs du RN. Malgré tout, Marine Le Pen reste perçue comme très radicale (notée 8,2 sur 10), légèrement plus que Jean-Luc Mélenchon (7,6), tandis que les sondés octroient à trois personnalités liées au PS les palmes de la modération : Raphaël Glucksmann, Olivier Faure, et l'ancien chef de l'Etat François Hollande, perçu comme le plus modéré de tous.

3 - Quelle stratégie pour la gauche républicaine ?

3-1 - Les ambiguïtés d'une forte demande de rupture

La France semble de plus en plus imprégnée de sentiments qui la prédisposent à une bascule populiste, mais celle-ci n'est pas inéluctable
Brice Teinturier (Directeur Général délégué d'Ipsos)

Une bascule populiste intervient dans un pays lorsque ses habitants estiment qu'il s'enfonce dans le déclin, que la situation est catastrophique, que le peuple n'est pas bien représenté et que la responsabilité d'une telle situation incombe aux élites et à l'ensemble des responsables politiques qui se sont succédé depuis longtemps.

Alors, certains électorats élisent des leaders et penchent pour des solutions qu'ils n'ont jamais essayées.

Enfin, le populisme, au-delà du **discours anti-élites**, prône **l'appel direct au peuple** au détriment des corps intermédiaires, **un souverainisme à tendance nationaliste**, et, enfin, **d'entrer en tension avec l'Etat de droit**, la souveraineté populaire ne devant souffrir d'aucune limite institutionnelle. A sept mois du scrutin présidentiel, les ingrédients sont-ils réunis pour que ce changement se produise en France ?

Incontestablement, la France coche, selon notre enquête électorale, de nombreuses cases qui la prédisposent à une bascule populiste. Ainsi, 74 % des personnes interrogées estiment que la situation du pays va se détériorer dans les mois à venir - 82 % chez les sympathisants du Rassemblement national (RN) et 73 % chez ceux de La France insoumise (LFI), contre 60 % « seulement » dans le bloc central. Un jugement en progression de 29 points par rapport à il y a cinq ans. **Le pays est aussi massivement imprégné d'un état d'esprit négatif** : sur 13 sentiments proposés pour caractériser leur état d'esprit, 91 % des sondés citent au moins une pensée négative, contre 32 % au moins une négative, et **68 % ne citent que des sentiments négatifs : inquiétude, incertitude, fatigue, colère, révolte, angoisse, déprime.** »

« **Conséquence logique : jamais la demande de radicalité et de rupture n'a été aussi puissante** : 71 % des membres du panel attendent de l'élection présidentielle « *un vrai changement politique et social* » (82 % à LFI et 89 % au RN), un résultat en hausse de 20 points par rapport à 2021. »

« **Pour autant, la bascule populiste et radicale est-elle inscrite dans l'évolution des perceptions et des attentes des Français ? Ce n'est pas forcément le cas pour au moins trois raisons.**

D'abord, ces chiffres sont notamment portés par les sympathisants de LFI et, plus encore, du RN, dont le poids électoral important vient ainsi peser sur la moyenne générale en les poussant à la hausse. Mais ces deux formations sont en concurrence et l'élection présidentielle est une compétition.

De plus, la demande de radicalité, certes en hausse, est loin d'être toujours majoritaire, notamment si l'on prend uniquement en compte les réponses marquées par une forte intensité (les « tout à fait ») ou encore, ceux qui veulent transformer « radicalement » la société. Et dans un pays aussi inquiet que la France, l'option de renverser la table s'accompagne d'un risque évident

de casser la vaisselle qui peut éloigner le vote d'une partie des Français exaspérés par la situation du pays et son manque de perspectives.

Enfin, Marine Le Pen oscille entre 33 % et 35 % des intentions de vote dans notre enquête, mais elle n'a encore subi aucune critique ou concurrence sérieuse au sein de son espace, venant soit de son propre parti, soit de ses concurrents nationalistes.

Des fêlures dans la vitrine de la stratégie de dédiabolisation : l'interdiction du voile dans l'espace public et l'affaire de Carcassonne

Si une culture populiste imprègne de plus en plus le pays, une bascule ne semble pas inéluctable. Cette imprégnation oblige néanmoins les candidats traditionnels à avancer des mesures radicales pour ne pas être balayés et certains ne s'en privent pas. Ce qui alimente à son tour la banalisation du populisme en France et fragilise les partisans de la démocratie représentative traditionnelle.

Le RN n'est pas encore entré en campagne qu'il appelle déjà au sempiternel « calme des vieilles troupes ». Entre les hésitations sur sa réforme des retraites et une délicate tournée européenne de son président, Jordan Bardella, le mouvement s'est enlisé, en cette fin d'été, sur l'une de ses promesses historiques : l'interdiction du voile dans l'espace public. Questionnée depuis deux semaines sur cette proposition, l'extrême droite n'est pas encore en mesure de donner le calendrier de sa mise en œuvre, ni de dire quel type de voile elle cible. Certains doutent même qu'il s'agisse, tout bien réfléchi, d'une bonne idée.

Encore une vidéo dérangeante pour un parti qui espère conquérir le pouvoir. Le 8 septembre, la diffusion par le *Midi libre* des propos accablants d'un policier municipal de Carcassonne, qui a multiplié les saillies racistes, sexistes et complotistes dans l'habitacle de sa voiture en novembre 2025, a embarrassé le Rassemblement national (RN), qui a radié sans tarder l'intéressé, membre « *bénévole* » de son service d'ordre, et l'a exclu du parti. La rapidité d'exécution et la « *fermeté* » affichée en disent long sur l'importance de l'enjeu, à sept mois de l'élection présidentielle.

Il en va de la supposée « respectabilité » du parti que Marine Le Pen - qui a engagé le RN dans un processus de « dédiabolisation » - essaye d'afficher. C'est le seul moyen pour elle de tenter de rassembler au second tour de l'élection présidentielle, où elle a été jusqu'à présent nettement battue par ses adversaires.

Si le RN peut s'appuyer sur un électorat stable, il ne peut pas gagner en 2027 sans l'adhésion d'une partie des classes moyennes et supérieures.

3-2 - La gauche n'est pas (encore) condamnée à la marginalité

Les convergences entre les gauches existent sur de nombreux sujets, notamment si l'on se penche sur les sujets prioritaires de ses électeurs
Gilles Finchelstein (fondation Jean Jaurès)

« La gauche est-elle condamnée à la marginalité dans l'élection présidentielle de 2027 ? La mesure du poids réel de la gauche permet de nuancer cette prédiction.

Si l'on regarde les sympathies partisans, le total des partis de gauche s'élève à 26 % - de La France insoumise (LFI) au Parti socialiste (PS), en passant par Les Ecologistes ; le total des partis de droite (du MoDem aux Républicains en passant par Renaissance) à 17 %.

Si l'on additionne les intentions de vote par grands blocs, celui de gauche se situe entre 29,5 % et 36,5 % et le bloc de droite entre 23 % et 30 %. Dans toutes les hypothèses, le premier devance significativement le second. Ainsi, dans un paysage ultra-dominé par le Rassemblement national (RN), conclure que la gauche, contre toute attente, devance la droite pourrait être pertinent... s'il y avait une et non deux gauches.

Eclairer les convergences et les divergences entre les gauches, tel est en effet le deuxième apport de l'enquête. **Les convergences existent sur de nombreux sujets**, notamment si l'on se penche sur les préoccupations prioritaires des électeurs de gauche qui les distinguent des électeurs de droite. **Les questions sociales écrasent toutes les autres (85 % chez les sympathisants LFI, 62 % chez les sympathisants PS, contre environ 33 % chez les sympathisants de droite). Les questions environnementales les suivent en deuxième position (58 % à LFI, 75 % chez Les Ecologistes, 43 % au PS contre 25 % à droite et 10 % au RN).**

Mais, comme souvent dans l'histoire de la gauche, c'est dans les tempéraments et les méthodes que les divergences les plus profondes apparaissent. **Côté socialiste, 40 % se déclarent « modérés » et 8 % « radicaux » ; côté « insoumis », les chiffres sont respectivement de 20 % et de 37 % ; et ni l'un ni l'autre pour le reste des sondés. Sur la méthode,**

76 % des socialistes défendent la perspective d'un dirigeant politique « *prêt à faire des compromis* » quand 54 % des sympathisants LFI la récusent.

Jean-Luc Mélenchon recueille, entre 15,5 % et 17 % des intentions de vote. Certes, Edouard Philippe le devancerait jusqu'à 4 points dans l'hypothèse où il serait le seul candidat du bloc macroniste. Certes, Raphaël Glucksmann (Place publique) le talonnerait jusqu'à 2 points dans l'hypothèse où il serait le candidat du bloc socialiste. Il n'empêche que Jean-Luc Mélenchon se situe à un niveau bien plus élevé qu'à la même période, en 2017 (12 %) et en 2022 (8 %). Et, surtout, qu'il serait en mesure de se qualifier pour le second tour dans quatre des six scénarios testés.

La question de savoir si cette percée est un plancher ou un plafond reste ouverte. Jean-Luc Mélenchon n'arrive pour l'instant que très partiellement à reconstituer son électorat de 2022 (seuls 50 % de ses électeurs d'alors déclarent vouloir voter de nouveau pour lui, quand ce chiffre est supérieur à 90 % pour Marine Le Pen).

Tout va dépendre de la dynamique de la campagne et de l'offre alternative. A un mois de la primaire socialiste, l'enquête électorale confirme enfin l'avantage de Raphaël Glucksmann face à Olivier Faure : entre 11,5 % et 13,5 % pour le premier ; entre 4,5 % et 5,5 % pour le second. Mais elle permet surtout d'expliquer les ressorts de cet écart significatif.

Il y a, d'un côté, l'élargissement, et même le double élargissement : sur sa gauche dans l'électorat écologiste, comme sur sa droite dans l'électorat macroniste, le fondateur de Place publique recueille 10 points de plus que le premier secrétaire du PS. **Mais, d'un autre côté, il existe une bien plus forte mobilisation du cœur électoral : Raphaël Glucksmann rassemble 72 % de l'électorat PS-Place publique quand Olivier Faure n'en rassemble que 36 %.**

Rien de tout cela ne préjuge du résultat de la primaire socialiste. Elle comptera davantage de candidats. Comme toutes les primaires, elle réservera son lot de surprises, et son issue dépendra aussi de la qualité des débats et de la capacité des uns et des autres à mobiliser un corps électoral plus restreint. Pour les votants, la perspective d'être dans la course de la présidentielle avec Raphaël Glucksmann ou marginalisé avec Olivier Faure pourrait compter.

Un homme, qui n'est pas candidat, n'a donc pas été testé dans les intentions de vote : **François Hollande. Nous ne disposons ici que d'un seul élément, mais il est intéressant. Dans le classement des personnalités politiques sur**

un axe « *radicaux - modérés* », l'ancien président socialiste ressort comme étant le plus modéré de tous - gauche et droite confondus. Il occupe ainsi exactement la position centrale qu'il cherche à incarner. Reste à savoir si celle-ci lui permettrait de rassembler au second tour, mais, avant cela, de créer de la préférence pour le premier.

L'hypothèse François Hollande

Dans son livre *Unir. Nouveau monde, nouvelle gauche* (Robert Laffont, 304 p., 21 euros), l'ancien président de la République (2012-2017) fait son aggiornamento. Constatant que l'affrontement gauche-droite ne régent plus la vie politique, il vise, avant la présidentielle, le rassemblement le plus large des Français. L'« *union sacrée des citoyens* » qu'il soutient aurait pour mission de défendre la démocratie face à la montée des extrêmes. C'est dire à quel point la maison brûle.

Pour donner des gages à sa mue idéologique, lui qui s'était refusé à sortir des strictes limites de la gauche, avance, outre le maintien de l'âge de la retraite à 63 ans, une hausse progressive de quatre points du taux de TVA en échange de la baisse des cotisations salariales dans le but de revaloriser les salaires nets. Considérée par la gauche comme le plus injuste des prélèvements, la TVA lui sert de marqueur pour faire des appels du pied aux électeurs de la droite modérée, sans se couper de son électorat traditionnel puisqu'il précise que cet impôt serait supprimé sur les produits de première nécessité et certains investissements énergétiques.

Conclusion : sortir de l'« esprit de défaite »

Cet « esprit de défaite » est accentué par le fait qu'un certain nombre d'armes anti-RN, comme le front républicain, se sont émoussées. Après dix ans de macronisme, qui a brouillé les catégories politiques et accéléré la décomposition, les acteurs eux-mêmes semblent fatigués. Usés par cette décennie au pouvoir, les représentants du bloc central peinent à dessiner de nouvelles perspectives. Tandis que leurs opposants hors RN et LFI n'ont pas été capables de renouveler leur logiciel idéologique, afin de proposer aux électeurs un chemin nouveau.

Beaucoup voient le danger. Depuis qu'il est entré en campagne, Raphaël Glucksmann ne cesse de mettre en garde contre cet « *esprit de défaite* », espérant réveiller la social-démocratie. Dominique de Villepin et François

Ruffin, qui débattaient le 2 septembre à l'invitation de *Libération*, s'accordent eux aussi pour déplorer le défaitisme ambiant face à l'extrême droite. « *Le principal danger face au RN, c'est le défaitisme* », alertait, déjà en décembre 2025, dans *Le Monde*, le président LR des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, qui appelait les responsables politiques à résister. « *Rien n'est jamais écrit* », répète-t-il aujourd'hui.

« Alors que, cet été, les acteurs de la présidentielle à venir entraient en campagne en ordre dispersé, les Français ont été plus de 5 millions à aller voir le film d'Antonin Baudry en deux volets, *La Bataille de Gaulle*, qui raconte l'aventure de la France libre, le refus de la défaite et la résistance au nazisme, l'affirmation d'une volonté. »

La fatalité n'existe pas

La Roumanie a choisi un président pro-européen en mai 2025, la Hongrie a tourné la page Orban, les Pays-Bas ont installé à leur tête Rob Jetten, sur un programme pro-européen et pro-climat. Au lendemain de la victoire de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) en Saxe-Anhalt, un rayon de soleil nous vient de Suède.

Le débat

La tonalité plutôt optimiste de Dominique vous convainc-t-elle ?

Le propos de Dominique est complet et nuancé. Il rend toute question difficile. On est encore bien loin du deuxième tour... mais c'est là que les électeurs pourraient bouger. Un duel Mélanchon Le Pen conduit à 65% des voix pour Le Pen. Il n'y a aucune raison de se décourager. Cette analyse montre que rien n'est joué

Une récente étude de Terra Nova sur le deuxième tour montre que les possibilités de montée des votes sont plus nombreuses vers les modérés ou réformistes.

Une remarque sur l'avantage des candidats sur un discours radical. C'était le cas de Mitterrand en 1980 et Hollande en 2012.

Nous risquons d'être très accrochés aux sondages jusqu'à la fin pour savoir comment voter utile dès le premier tour pour battre Le Pen au deuxième tour. Votre entourage vous sollicite-t-il pour voter directement un vote utile ?

Beaucoup d'apprentis candidats sollicitent les élus dès maintenant pour les parrainages. Les banques demandent dès maintenant ces promesses pour accorder des prêts bancaires.

Les réseaux sociaux vont de plus en plus vite : comment les médias traditionnels vont-ils intéresser les gens pendant 6 mois ?

Il y a trois éléphants dans la pièce : la question territoriale c'est à dire la rupture économique entre urbain et rurale, la question sociale pour l'accès aux soins et à la mobilité, la question environnementale qui touche principalement les campagnes.

Depuis 10 ans, l'Etat s'est autodétruit et les élus locaux n'ont plus accès aux impôts. Ils n'ont pas pu récupérer les compétences qu'il a abandonné. C'est quoi l'Etat d'après ? Il faudra bien que les candidats répondent clairement : continue-t-on la déstructuration de l'Etat sans transferts sur les autorités locales ou que reconstruit-on ?

La dynamique de Le Pen sera peut être de perdre des voix : son bracelet, le voile, Carcassonne et ce qui va arriver dans l'extrême droite. Marine Le Pen est une candidate avec ses limites. J'espère qu'à l'inverse, une dynamique va monter parmi les modérés.

Il est évident que Mélançon ne peut pas revendiquer le vote utile au second tour. Il sait mobiliser les jeunes, en métropoles. Mais pas au-delà. La solution contre Le Pen viendra d'un rassemblement républicain avec un candidat acceptable par les électeurs de l'autre camp que son camp d'origine. Mais jamais une élection présidentielle ne s'est jouée en septembre.

La légitimité de l'action publique et de l'Etat est en jeu. La défausse de l'Etat central depuis 10 ans est bien ressentie par tous.

Pour la gauche, l'enjeu est bien de mobiliser les gens en dehors des métropoles. L'inscription politique reste collective, il reste un sentiment de cohésion entre partisans de chaque camp.

Les corps intermédiaires semblent aujourd'hui peu structurants pour une mobilisation nouvelle de personnes vivant des situations très différentes.

Il ressort l'importance de la campagne pour le résultat. La détérioration de l'Etat peut permettre de parler vrai. Il y a une piste pour un contrat de

rétablissement de la confiance, de la société, de l'économie. Avec des efforts et des promesses qu'il pourra tenir. Un tel candidat aurait-il des chances ?

C'est bien le cas : il ne s'agit pas de faire des promesses inaccessibles. La question des finances publiques est essentielle. Je ne voit pas que l'on puisse s'en sortir sans une hausse des impôts des plus riches. Une mesure fiscale précise est possible. Rocard avait établi la CSG pour taxer le capital pour financer les droits sociaux.

Sur la retraite, revenir sur les 63 ans n'est pas crédible. Le sujet intergénérationnel dans notre pays ne permet pas de financer aussi bien les retraités. Ce qui compte est la manière dont ce discours sera construit et présenté. Il est radical mais cette radicalité a un vrai bon sens.

Il convient de dire aux agriculteurs qu'ils n'ont pas d'autre avenir que de s'adapter à l'évolution climatique par l'agro écologie. L'éducation mérite un vrai discours. Comment parler à la jeunesse ? J'espère que les enjeux géopolitiques leur seront discutés. La grande faiblesse de Le Pen sera de tenir le nationalisme. Va-t-elle faire comme Meloni ? Ou prendre une posture façon Orban ?

Des clivages sur l'Europe chez les jeunes existent bien. Trump et Le Pen sont soutenus ou sont proches de Poutine et Trump. Tous deux s'opposent à l'Europe. Comment le faire savoir ?

Les socialistes français sont associés à la construction de l'Europe, au traité de Maastricht pour agir sur d'autres secteurs que l'économie. L'instance fédérale qu'est la BCE nous protège tous les jours. Draghi a permis de sortir de la crise de 2008 en créant de la monnaie. Elle l'a refait lors du Covid et nous a sorti d'une situation délicate.

La menace russe est réelle et quotidienne. Des incidents terrestres, aériens et marins arrivent tous les jours. Il faut que cela se sache.

Une préoccupation du PPV : comment parler aux personnes qui ne sont pas déjà convaincues ? Il y a des électeurs du RN à la CFDT, à l'UNSA, à la Mutualité parmi leurs adhérents. Le PPV veut faire un sondage sur les préoccupations des français et en tirer des propositions à apporter par les organisations de la société civile. Les gens votent avec leurs émotions : elles sont claires dans le sondage du Monde.

Il faut que cette présidentielle marque une rupture dans la considération pour les collectivités locales. La résolution de nombreux problèmes peut se faire au niveau local mais ils manquent de l'autorité pour le faire. Il est suicidaire de continuer d'entretenir l'idée que Mélançon ne pourra gagner dans aucun cas. Glucksman fait une grossière erreur en disant « tout sauf Mélançon ». Il faut traiter les causes du vote RN : éloignement des services publics... Le discours de se serrer la ceinture n'est plus possible.

Aujourd'hui, même Le Pen ne se dit plus contre l'Europe. Les sociaux démocrates reconnaissent de leur côté des erreurs. Cet outil européen donne des signaux contradictoires.

Le Pen propose un référendum sans base légale pour établir la préférence nationale : faire cela est contraire aux règles européennes. Elle est revenue en arrière sur le voile ne pouvant le définir. Je reste vraiment sur l'idée que Glucksmann a un atout côté européen : il mobilise les gens déjà convaincus. Aller au contact des habitants est compliqué car il y a un écart entre ce que perçoivent les gens et ce qu'ils expriment. Ils sont prêts à voter contre leur intérêt, contre l'amélioration de leur situation.

La démocratie est foncièrement décevante, c'est-à-dire que les déceptions par rapport au programme sont nombreuses. Trump subit cet effet en ce moment. Je ne vois pas ce qui améliorera la situation des français.

Prochains événements du Club Convaincre :

Mardi 29 Septembre à 8 h 30 à la Maison des Solidarités, Murielle Laurent en visio sur le discours sur l'Union de Ursula Von Der Leyen (proposé par Christian Juyaux) Date à fixer.

Lundi 12 Octobre : forum sur la démocratie par Bernard Lagache à partir du document du PPV s'il est parvenu à temps

Soutenez le Club Convaincre en envoyant un chèque d'adhésion de 30 € à l'adresse du trésorier du Club à l'adresse du trésorier du Club Pierre Vial : Maison des Solidarités 215 rue Vendôme 69003 Lyon
pour tout contact : club.convaincre@gmail.com
notre site <http://www.convaincre-rhone.fr/>